

Quelques pistes pour résister au coup de force sanitaire de Castex

Nicole Delépine



À TOUS CEUX QUI CROIENT EN LA DÉMOCRATIE

Tous ont, depuis cette nuit, partagé l'infâme projet de loi qui est arrivé brutalement à l'Assemblée et qui a été traduit par la majorité des lecteurs de la façon suivante :

Le Président a promis que le vaccin génique expérimental ne serait pas obligatoire.

Quinze jours plus tard, son Premier ministre explique qu'il le sera de fait.

Selon lui (nous allons résister) les citoyens seront divisés en deux catégories : les soumis vaccinés et sages qui pourront aller au théâtre, au restaurant etc., et ceux de seconde zone qui auront refusé de servir de cobaye à un pseudo-vaccin jamais expérimenté, même pas chez l'animal.

D'autres plus compétents, juristes, analyseront en détail le projet de texte, mais retenons quelques points avant de proposer des idées pour la « Résistance ».

Le projet de loi n° 3714 instituant un régime pérenne de gestion des urgences sanitaires est inquiétant à deux titres : il constitue sans conteste une **violation des pouvoirs et de la compétence du Parlement**, lequel ne doit pas être consulté pour l'état de "crise sanitaire" qui permet peu ou prou les mêmes pouvoirs à l'État et la même suspension des libertés publiques pour le peuple (mais dans des modalités différentes : elles seront en effet prises au niveau local par les préfets, (donc à l'administration) que le régime d'état d'urgence sanitaire sauf à être rendu destinataire d'un simple rapport (sans vote) au bout de 6 mois.

En effet, dans l'état de crise sanitaire, Le ministre chargé de La Santé pourra, entre autres par arrêté motivé :

« Autoriser l'adoption et définir leurs modalités de mise en œuvre, de mesures individuelles qui, afin de prévenir la propagation d'une infection ou d'une contamination, ont pour objet le placement et le maintien en isolement des personnes affectées ou contaminées, au sens de l'article 1^{er} du règlement sanitaire international de 2005, ou la mise en quarantaine des personnes **susceptibles** d'être affectées ou contaminées, au sens du même article 1^e

- soit entrent sur le territoire national

- soit se trouvent ou ont séjourné sur le territoire national, dans une zone concernée par la présence ou la circulation active d'une source d'infection ou de contamination, ou ont été en contact avec des personnes affectées ou contaminées et qui, de ce fait, présentent un risque élevé de développer ou de transmettre l'infection ou la contamination ;

Donc, en fait, tout le monde est susceptible de faire l'objet d'une rétention administrative sur simple « suspicion » covid.

(...)

La suite n'est pas plus réjouissante, mais nous laisserons aux juristes le soin de vous la détailler.

Plutôt que désespérer devant ce texte totalitaire unanimement rejeté par la population, il nous semble légitime d'évoquer quelques moyens de sortir de la crise en rejetant les violences qui ne sauraient être évitées en l'absence d'un redressement majeur.

Nous lançons donc ici un cri d'alarme en particulier à destination des politiques, élus de toute nature, à commencer par députés et sénateurs, maires etc.

Deux temps s'imposent qui peuvent néanmoins se superposer.

Évacuer La Peur

Cela va être le plus difficile tant le lavage de cerveau effectué sur les chaînes TV qui tournent en boucle en particulier chez les gens âgés. Il nous semble que les vidéos très didactiques de l'avocat Reiner Fuellmich pourraient servir de petite lumière permettant ensuite d'être plus réceptif aux autres arguments.

[\[VIDEO\] Debriefing Reiner Fuellmich : "cette pandémie a été mise en scène" \(francesoir.fr\)](#)

Ensuite reprendre les principaux éléments de la grande manipulation, en particulier ce que l'avocat demande à Christian Drosten de préciser à destination des politiques et du grand public.

Au-delà de l'indemnisation du client patron de bar ruiné par le confinement et toutes mesures prises à la suite des fausses affirmations de M. Drosten qu'ont suivies les politiques, les yeux fermés (d'où sa responsabilité directe engagée comme celle de nos conseillers du Conseil scientifique par exemple)

« Nous réclamons par la présente un montant partiel de 50 000 € au nom et pour le compte de notre client »(...)

L'avocat demande également à Mr Drosten de « corriger les déclarations suivantes à l'intention des responsables politiques et du public ».

Précisez officiellement

« - qu'il n'y a aucune raison de supposer que Le SRAS CoV-2 pourrait causer un nombre incontrôlable de décès et de patients en soins intensifs

- Précisez que L'étude de cas du New England Journal of Medicine du 5 mars 2020, dans laquelle vous étiez impliqué et qui est censée prouver un risque asymptomatique d'infection, repose sur une base de données incorrecte et aurait donc dû être retirée depuis Longtemps !

- Précisez qu'un test PCR positif ne peut pas détecter une infection active et n'est donc pas adapté pour établir seul un diagnostic de covid-19 !

- Précisez que les restrictions collectives de liberté ne garantissent pas qu'elles contribueront en quoi que ce soit à contenir la propagation, mais qu'il peut être démontré qu'elles causent d'énormes dommages collatéraux !

Nous vous demandons également de vous abstenir de déclarations contraires à l'avenir. »

Superbe!

« Les politiciens ne doivent plus être formatés par des informations scientifiquement insuffisantes. Et le public ne doit plus être trompé par de telles informations.

Nous vous demandons également de soumettre la déclaration de cessation et de désistement et d'obligation jointe à cette lettre avant le 22 décembre 2020.

Sachez que chaque jour où vous maintenez votre évaluation des risques délibérément faussés du COVID-19, vous ne faites qu'empirer les choses - pour d'innombrables personnes dans ce pays, mais aussi pour vous-même.

Car nous allons rendre toute cette lettre disponible pour des collègues prêts à représenter les clients qui ont subi des dommages à la suite des mesures anticovid19.

Si vous ne vous conformez pas à notre demande ci-dessus, un litige sera inévitable. Dans le cadre de ce différend, toute la vérité sur le verrouillage fera l'objet de preuves judiciaires ».[1]

SORTONS DE LA PEUR INJUSTIFIÉE

SI VOUS AVEZ BIEN LU LES CONCLUSIONS DE MAÎTRE FUELLMICH APRÈS DES MOIS D'ÉTUDE DE LA GESTION DE LA CRISE COVID

La première bataille est celle des tests PCR sur lesquels reposent toutes les mesures qui nous sont imposées. Sans test pas de déclaration tragique du ministre au journal de 20 h. Sans panique, pas de mesures liberticides.

Les tests PCR ne sont pas fiables et ne peuvent à eux seuls affirmer qu'une personne est infectée et les mesures liberticides que

Article transmis par le presque Dr. T'Ché-Rien dans une version PDF réalisée par JB1960 le 23/12/2020

souhaiteraient prendre les dirigeants. Il faut refuser de se tester, et ne plus croire les conclusions hâtives du ministre.[2]

Il faut convaincre les élus de ces mensonges répétés depuis une année qui ont détruit les économies et plus encore le moral des peuples avec des records de dépression et de suicide.

Lisez les articles nombreux et éventuellement découpez les morceaux les plus parlants pour vous et faites des petits tracts pour vos élus mais aussi vos amis relations, familles.

Une fois convaincus, il vous faut interpellier les élus, votre député, votre sénateur ou mieux les deux, que vous connaissez peut-être par mail, téléphone à l'Assemblée ou à sa permanence, demander un rendez-vous pour parler de cette obligation camouflée du vaccin générique expérimental et des mesures liberticides pour un virus qui ne tue pas plus de 0,001 de la population générale (non traitée..).

Une fois un certain nombre d'élus convaincus au minimum du caractère abusif de l'obligation, il leur faudra s'unir pour tenter d'obtenir une motion de censure et mieux encore la dissolution de l'Assemblée nationale, afin que le peuple retrouve le moyen de s'exprimer autrement que par la violence.

Il faut aussi que chacun comprenne que les décideurs et les conseillers comme en Allemagne devront un jour répondre de leurs actes. Chacun dans ce pays devrait se sentir responsable de la situation et participer aux redressements.

Comment un député pourrait-il se sentir concerné ? Par exemple il y a 577 députés. Si chacun reçoit mille mails ou lettres postales, cela fait un demi- million de gens actifs ! Sur 67 millions de Français ce ne serait pas énorme et pourtant pourrait changer la donne. Un député a envie d'être réélu et se doit d'écouter ses électeurs si ceux-ci s'expriment...

Nous n'avons rien à perdre à essayer en toute légalité. Les deux notions à entrer dans nos têtes après tant de désinformation sont

- **Les tests PCR positifs sont faux à 97 % et ne donnent aucune idée d'une infection potentielle ;**
- **Les bien-portants NE SONT PAS CONTAGIEUX.**

Cette idée fautive d'asymptomatiques contagieux a été galvaudée par un mensonge initial de M. Drosten et repris par la moitié du monde vu sa position hégémonique auprès de la chancelière et donc de l'OMS.

Si beaucoup s'y mettent, on devrait obtenir une motion de censure et une dissolution de l'Assemblée nationale.

Courage à tous et joyeux Noël en famille.

Ne craignez rien, il n'y a pas d'épidémie, les hôpitaux et cliniques sont à moitié vides et remplis de malades non covid actuellement rares.

En tout état de cause, les coronavirus sont sensibles depuis longtemps (publié en 2003 par le Dr Fauci) au traitement par hydroxychloroquine et azithromycine que votre médecin a le droit de prescrire et le pharmacien de délivrer. Un peu de vitamine D, C et zinc ne feront pas de mal.

Nicole Delépine

Essayer que tous nos contacts joignent chacun leurs députés sénateurs ou autres élus et que l'un d'entre eux organise un groupe de représentants du peuple qui porterait l'objectif dissolution et motion de censure et que les réseaux sociaux et les citoyens soutiendraient largement
Possible solution pour échapper à la violence qui monte et à laquelle on ne pourra pas échapper si les politiques ne permettent plus au peuple de s'exprimer nous semble-t-il

[1] <https://www.francesoir.fr/opinions-tribunes/drosten-heure-comptes>

[2] L'objectif des 5000 cas par jour : encore une énorme arnaque - Riposte LaïqueRiposte Laïque (ripostelaique.com)

« Le test PCR va au tribunal » : au Portugal, mais aussi en Allemagne et dans de nombreux pays (francesoir.fr)

Vers le faire part de décès des tests PCR (francesoir.fr)

<http://www.francesoir.fr/opinions-tribunes/les-implications-capitales-de-la-jurisprudence-portugaise-concernant-les-tests-pcr>

RAPPORT-DICTATURE-2020.pdf

Procédures internationales en cours sur le TEST PCR contre fabricants et politiques - Docteur Nicole Delépine (nicoledelepine.fr)

Élisabeth

PRÉCISIONS IMPORTANTES DE JBL1960

Sur cet article du Dr. Nicole Delépine, avec respect, car je me suis appuyée, hier encore sur votre expertise rappelant la tentative de ce gouvernement-qui-ment de passer outre le Code de Nuremberg : « **La vaccination obligatoire, qui revient à une expérimentation humaine sans consentement, est contraire au Code de Nuremberg** », expliquait Mary Holland, docteur en droit et professeur d'Université à La tribune des Nations Unies, le 4 mai 2016 dans ce TRACT PDF ► <https://jbl1960blog.files.wordpress.com/2020/12/alerte-info-cruciale-a-diffuser-sans-pitie-sur-la-vaccination-obligatoire.pdf> & [ICI](#)

CAR il est maintenant plus qu'évident, pour tout le monde, même les sourds et aveugles que l'objectif réel et assumé de cette expérience d'ingénierie sociale au coronavirus (ConVide19), par les **élites auto-proclamées et leurs Bien-Zélés** comprenant les **députés et les sénateurs** de tous bords, les **Préfets, les Maires et TOUS LES (ri)PO(u)LITIQUES**, les bureaucrates mondialistes et les scientifiques vendus à **Big-Pharma** est de **l'utiliser comme une arme pour asservir les masses en vue d'une initiative mondiale et coordonnée de réduction de la population par un nouveau vaccin à ARNm !**

Si nous les laissons faire ; La fermeture des grilles totalitaires du N.O.M. est imminente et emprisonnera dans des Mégalopoles Connectées / Smart-cities une fois le "nettoyage" de 7 milliards d'humains programmé, terminé, les 500 millions max de ConVidiot(e)s restant parqués électroniquement, toujours masqués pour les « protéger » des vagues successives... de vaccinations jusqu'à ce que mort sans suite puisqu'il n'a jamais été prévu qu'on s'en sorte !

Cependant la SOLUTION n'est pas, n'a jamais été et ne sera jamais dans la RÉFORME DU SYSTÈME ! Sans violence ORGANISONS-NOUS HORS ÉTAT et ses INSTITUTIONS car demander gentiment aux députés et sénateurs qu'ils veuillent bien entendre la VOIX du PEUPLE vous fera perdre un temps précieux que nous n'avons plus. Ils vont TOUT PROMETTRE comme d'habitude, mais RIEN ne se passera, tout comme Macron vous a promis qu'IL ne rendrait pas la vaccination OBLIGATOIRE !

N'attendez RIEN de Macron et son Monde, CONTOURNONS-LES au contraire pour VIVRE et non plus être autorisé-e-s à juste (SUR)VIVRE !

L'heure du choix est arrivée !

- **Obéir aux cyborgs ► accepter la piquouze et c'est fin de partie pour L'Humanité ?**
- **Résister en nombre invincible et créer une société des sociétés à L'Humanité enfin réalisée ?**

Car soyons très clair tout a été annoncé, dans le cadre du programme de vaccination forcée proposé par la Fondation Gates, ceux qui refusent la vaccination pourraient, par exemple, ne pas pouvoir voyager : 5 mai 2020 dans La farce et l'agenda diabolique d'un «verrouillage universel» en appui de Peter Koenig.

...Que dire d'une société lorsqu'un fou te dit ce qu'il y a à faire ?...

Qu'il est temps d'en changer ! Sinon à disparaître...

[JBL1960](#)